

Keynes et les keynésiens aujourd'hui

Janine Brémond, *Keynes et les keynésiens aujourd'hui*, Hatier, 1987, 223 pages.

I John Maynard Keynes (1883-1946)

Dans son introduction à la « Théorie Générale de l'emploi, de la monnaie et des taux d'intérêts », paru en 1936, Keynes insiste sur le caractère macro-économique de son approche. Le nom de « théorie générale » indique qu'il s'agit d'analyser le système économique pris dans son ensemble.

« C'est une erreur d'étendre au système pris dans son ensemble des conclusions qui avaient été correctement établies en considération d'une seule partie du système prise isolément » : Keynes critique ici la démarche des néoclassiques, mais il reconnaît la justesse de leur analyse micro...

Keynes insiste sur l'existence d'effets macro dont il faut impérativement tenir compte.

Analyse de Keynes en terme de circuit, prise en compte des relations entre les différents agrégats économiques.

[les citations de Keynes présentées ici sont toutes extraites de la *Théorie Générale*]

Analyse de Keynes sur l'emploi :

Keynes critique la loi de Say (l'offre crée sa propre demande) à la base du raisonnement des néoclassiques (surtout Walras). Ce que conteste Keynes ce n'est pas que l'offre induise une certaine demande, c'est que cette demande soit automatiquement suffisante pour assurer l'égalité entre l'offre de produit et la demande de produit.

La flexibilité des salaires ne permet pas d'assurer automatiquement le plein emploi.

Pendant les périodes de crise (crise de 1929), les salariés ne sont pas plus exigeants que précédemment, ni moins productifs que pendant la période antérieure.

Les néoclassiques ne font pas la différence entre salaires nominaux (fixé par la négociation individuelle ou collective) et salaires réels (influencé par l'évolution des prix). Si le salaire nominal se fixe d'un commun accord au niveau qui correspond à la valeur de la productivité marginale du travail, cet équilibre pourra être modifié par des variations du niveau moyen des prix sur lequel les partenaires sociaux n'ont pas de prise directe.

D'autre part le raisonnement néoclassique ne prend pas en compte l'effet de la réduction des salaires sur la demande globale et les incidences de ses variations sur le niveau d'emploi.

L'insuffisance de la demande effective à l'origine du chômage :

Ni le niveau des salaires réels ni le niveau de l'emploi ne sont fixés par confrontation de l'offre et de la demande de travail. C'est en fonction de la demande attendue que les entreprises fixent leur niveau d'embauche de main d'œuvre nécessaire.

Le demande effective (DE) ne correspond pas à la demande réelle, mais à la demande attendue par les entreprises, anticipée, qui détermine le niveau de production, et d'emploi.

Pb : Qu'est ce qui détermine la DE et quelles sont les pol éco qui permettent d'assurer le niveau de DE qui correspond au plein emploi (PE).

La demande peut être décomposée en demande de consommation et demande d'investissement.

Le niveau de la demande de consommation est fonction du revenu et du comportement d'épargne des ménages.

La propension moyenne à consommer :
$$\frac{\text{Consommation totale}}{\text{Revenu Total}}$$

La consommation marginale :
$$\frac{\text{Acroissement de consommation}}{\text{Acroissement de revenu}}$$

Plus le revenu s'élève plus la part du revenu consacré à l'épargne a tendance à être importante.

L'entreprise détermine son niveau d'investissement en comparant les rendements nets du capital qu'elle envisage d'investir et ce que lui coûte ce capital.

« L'efficacité marginale d'un capital est le taux d'escompte qui, appliqué à la série d'annuités constituée par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital. Ceci nous donne les efficacités marginales des différents types de capital ».

« L'efficacité marginale du capital (EMC) est définie ici en fonction de la prévision de rendements d'un bien de capital et de son prix d'offre courant ».

L'EMC est la rentabilité nette anticipée par l'entrepreneur de son investissement marginal.

« Dès lors il est évident que le flux effectif de l'investissement courant sera grossi jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune catégorie de capital dont l'efficacité marginale soit supérieure au taux de l'intérêt courant ».

La prise en compte du temps introduit l'incertitude et modifie l'efficacité marginale du capital. Ainsi « l'état de la confiance » intervient comme un des principaux facteurs qui gouvernent la fonction de la courbe de l'efficacité marginale du capital.

De là il ressort que l'incertitude n'est pas probabilisable, car le futur ne peut être connu avec certitude, même pas en terme de probabilité.

L'appréciation de l'entrepreneur sur la DE peut être erronée, et cette erreur aura des effets sur l'emploi... et agira même sur le niveau de la demande réelle (car si l'entrepreneur anticipe une faible demande, il créera moins d'emplois que s'il anticipe une demande importante, en conséquence les revenus distribués seront plus faibles et la demande réelle sera inférieure au niveau qui aurait été le sien si les prévisions avaient été plus exactes).

La théorie de l'emploi :

Lorsque l'emploi croît, le revenu réel global augmente. La consommation globale augmente, mais non du même montant que le revenu. Par suite, les employeurs réaliseraient une perte si l'emploi supplémentaire était consacré en totalité à produire des biens de consommation immédiates. **Pour qu'un certain volume d'emploi soit justifié il faut donc qu'il existe un montant d'investissement courant suffisant pour absorber l'excès de la production totale sur le volume que la communauté désire consommer lorsque l'emploi se trouve à ce niveau.** Car, faute d'un tel montant d'investissement, les recettes des entrepreneurs seraient inférieures au chiffre nécessaire pour les décider à offrir ce volume d'emploi. Il s'ensuit que, pour une valeur donnée de la propension de la communauté à consommer, c'est le montant de l'investissement courant qui détermine le **niveau d'équilibre** de l'emploi, cad le niveau où

rien n'incite plus les entrepreneurs pris dans leur ensemble à développer ou à contracter l'emploi.

Ainsi, la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau étant donnés, il n'y aura qu'un seul volume de l'emploi compatible avec l'équilibre. En général il n'y a pas de raison de penser que ce volume soit égal au plein emploi.

Ce sont la propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau qui déterminent conjointement le volume de l'emploi **et c'est le volume de l'emploi qui détermine de façon unique le niveau des salaires réels, non l'inverse** ».

« Cette analyse nous explique le paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance. Le seul fait qu'il existe une insuffisance de la DE peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum ».

Pour lutter contre le chômage, il faut soutenir la DE. Tenir compte du rôle central de l'investissement dans la DE.

Effet multiplicateur de l'investissement : un investissement donné provoque un accroissement de revenu, donc de demande, supérieur au montant de cet investissement. C'est le coefficient par lequel il faut multiplier l'investissement initial pour obtenir le montant du revenu distribué.

Le multiplicateur d'investissement (k) est d'autant plus élevé que la propension à épargner (s) est faible.

Keynes ne suppose pas une stabilité parfaite de ce multiplicateur, il existe des effets pervers qui peuvent en limiter l'ampleur (bien que le solde reste positif) :

Ainsi, la propension marginale à consommer n'est pas la même quel que soit le niveau de l'emploi et il est probable qu'en règle générale elle tend à diminuer quand l'emploi augmente. Cad lorsque le revenu réel augmente, la communauté ne désire consommer qu'une proportion graduellement décroissante de son revenu.

Importance d'une politique de faibles taux d'intérêt pour soutenir l'investissement, y compris en période de boom économique.

Mais cette politique n'est pas suffisante pour enrayer les crises graves. Car l'élément déterminant qui influence l'EMC, en plus des rendements réels de l'investissement, c'est les anticipations des agents économiques.

« Une politique purement monétaire est insuffisante pour soutenir l'investissement. L'Etat doit prendre une responsabilité croissante dans l'organisation directe de l'investissement, car il est en mesure de calculer l'EMC sur le LT et sur la base de l'intérêt général de la communauté.

Les fluctuations dans l'estimation de l'EMC, telle qu'elle est faite par le marché, seront trop considérables pour qu'on puisse les compenser par les variations pratiquement possibles du taux de l'intérêt ».

L'intervention plus directe de l'Etat est destinée à assurer un niveau d'activité compatible avec le plein emploi de la main d'œuvre. L'Etat peut impulser des investissements nouveaux par des investissements publics moins marqués par la contrainte de rentabilité immédiate que les investissements privés, créer des emplois dans le secteur public...

Cette intervention signifie une « assez large socialisation de l'investissement qui s'avère être le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi ». Mais elle n'implique pas une organisation économique caractérisée par la propriété collective des moyens de production ou la planification centralisée de la production. Si l'Etat est « en mesure de déterminer le volume

global des ressources consacrées à l'augmentation de ces moyens et le taux de base de la rémunération allouée à leurs possesseurs, il aura accompli tout le nécessaire ».

Keynes critique la théorie classique sur la base de ses hypothèses implicites ne sont jamais vérifiées, de sorte qu'elle se trouve incapable de résoudre les pbs éco du monde concret. Mais Keynes considère qu'une fois que « les contrôles centraux » (les pouvoirs publics) auront rempli leurs fonctions d'établir un volume global de production correspondant d'aussi près que possible au plein emploi, la théorie néo-classique reprendra tous ces droits ». « Il n'y a rien à objecter à l'analyse de cette école (néo-classique) concernant la manière dont l'intérêt individuel détermine le choix des richesses produites, le degré de coïncidence de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, les proportions dans lesquelles les facteurs de production sont associées pour les richesses produites et la répartition entre ces facteurs de la valeur de la production obtenue, et cela tant dans un régime de concurrence parfaite que imparfaite ».

En définitive, « c'est le volume et non la consistance de l'emploi que le système actuel a été incapable de déterminer correctement ».

Protectionnisme et taux de change

Keynes répond à ceux qui critiquent la politique de relance (la « politique expansionniste ») dont les conséquences seraient d'obliger le Gouvernement à emprunter, de grever le budget, et d'accroître l'excès des importations (ce qui entraîne le déséquilibre de la balance commerciale et le manque de confiance).

Le chômage provient du fait que l'employeur a été privé de bénéfice. Pour rétablir les bénéfices, soit on accroît les demandes (pol expansionniste) soit on réduit le coût de production (méthode de restriction). Cette dernière est impraticable, car baisse de la demande globale sur le marché national et injustice sociale ; coût en termes d'emploi extrêmement élevé.

Pour réussir une politique d'expansion, il faut des mesures qui en neutralisent les dangers :

1^{ère} mesure : l'introduction d'un sérieux tarif douanier. Ce qui permet de financer le budget de l'Etat et de favoriser la demande des produits nationaux, donc de protéger le marché intérieur. Mais cette mesure est à employer qu'en cas de danger.

Frein à la politique de relance : le déficit budgétaire. Pour Keynes, l'état du budget est à la fois symptôme et conséquence d'autres causes, que des économies (restrictions) risquent plus d'aggraver que de faire cesser. On ne peut résoudre le pb budgétaire par une méthode qui préconise des économies.

2^{ème} mesure : la modification des taux de change.

Ces deux mesures sont sensées rétablir la compétitivité des produits nationaux sur le marché intérieur et en partie sur le marché extérieur. Ces mesures sont plus ou moins appropriées en fonction des conditions réelles et changeantes : refus d'une rigidité de comportement en matière de politique économique.

La monnaie

Pour Keynes, la compréhension du monde réel implique la prise en compte des aspects monétaires.

Keynes insiste sur l'illusion monétaire qui rend plus sensible à l'évolution du salaire nominal qu'à celle du salaire réel.

Préférence pour la liquidité :

A un moment donné, chaque agent désire donc détenir une partie de ses avoirs sous forme monétaire. Pourquoi les agents éco souhaitent ils détenir de la monnaie plutôt que d'autres types de biens (immeubles, créances...) ? Quel est le degré de sa préférence pour la liquidité ? Keynes répertorie 4 motifs : de revenu, professionnel, de précaution, et de spéculation.

- 1) Le motif de revenu : Volonté de conserver de la monnaie pour combler l'intervalle entre l'encaissement et le décaissement du revenu. Ce motif intervient avec une force qui dépend principalement du montant du revenu et de la longueur normale de l'intervalle entre son encaissement et son décaissement.
- 2) Le motif professionnel : pour combler l'intervalle entre l'époque où l'on assume des frais professionnels et celle où on encaisse le produit de la vente. Il dépend de la valeur de la production courante (du revenu courant) et du nombre de mains entre lesquelles elle passe.
- 3) Le motif de précaution : Le souci de parer aux éventualités exigeant une dépense soudaine, l'espoir de profiter d'occasions non prévues d'achats avantageux, et enfin le désir de garder un avoir de valeur nominale immuable pour faire face à une obligation future stipulée en monnaie sont autant de nouveaux motifs à conserver de l'argent liquide. La puissance de ces motifs dépend du coût de la sécurité des méthodes qui permettent d'obtenir de l'argent en cas de besoin, par des emprunts temporaires, les découverts en banque et autres facilités du même ordre.
- 4) Le motif de spéculation : Ce motif n'est pas entièrement indépendant du motif de précaution et de transaction, mais il reste spécifique.

Comment se forme le taux d'intérêt ?

Le taux d'intérêt équilibre l'épargne et l'investissement pour les néo-classiques, alors que pour Keynes épargner et investir sont deux variables largement autonomes. Le taux d'intérêt se fixe par confrontation de l'offre de monnaie et de la demande de monnaie.

« Le taux de l'intérêt à chaque instant, étant la récompense de la renonciation à la liquidité, mesure la répugnance des détenteurs de monnaie à aliéner leur droit d'en disposer à tout moment. Il est le prix auquel le désir de maintenir la richesse sous la forme liquide se concilie avec la quantité de monnaie disponible ».

La quantité de monnaie influence le niveau de production :

Keynes rejette l'approche monétariste. Il considère que l'abondance monétaire (accroissement de la masse monétaire) induit un accroissement de la demande qui stimule la production et donc l'emploi, sauf dans le cas particulier où il y a plein emploi des facteurs de production.

L'abondance monétaire stimule aussi la production en exerçant une action à la baisse des taux d'intérêt. Mais cela ne se réalise que si d'autres conditions sont réunies (par exemple, si la courbe de l'EMC ne baisse pas plus que le taux de l'intérêt ; si les capacités de production sont sous utilisées et le plein emploi non réalisé).

S'il y a pleine utilisation des facteurs de production (pas de hausse possible de la production car rigidités, exemple période de guerre), alors l'accroissement des quantités de monnaie ne peut induire qu'un accroissement du niveau des prix, donc inflation.

Plus l'appareil productif est élastique par rapport aux variations de la demande (possibilité de produire plus ou moins en fct de la demande), plus l'accroissement des quantités produites est important et plus faible est l'effet inflationniste.

Autre explication de l'Inflation par les coûts : elle s'explique par les variations de coûts et les rapports de forces qu'engendre le partage de la production.

Le système monétaire international :

Le plan Keynes en 1943, finalement rejeté lors des accords de Bretton-Woods, préconisait la mise en place d'un système de taux de change fixe mais ajustable, cad susceptible d'être modifié à titre exceptionnel par des dévaluations ou des réévaluations. Ainsi que la mise en place d'une monnaie internationale (le « bancor ») et d'une banque centrale mondiale. Cette mesure aurait relégué le dollar au seul rôle de monnaie nationale : refus des USA.

Keynes réformiste

L'analyse de Keynes est une critique puissante de l'approche néo-classique et de la politique libérale qui la prolonge, en même temps que se trouve exclue de son analyse toute approche en terme de classe sociale.

L'approche de Keynes est réformiste car elle condamne la politique libérale de laissez-faire, mais en même temps la politique préconisée a pour fonction de mieux faire fonctionner l'économie de marché. Le chômage est un mal intolérable qui porte en germe le risque de révoltes sociales et d'un changement d'organisation économique. Il faut donc mettre en place les moyens qui permettent de rendre l'éco de marché socialement acceptable, cad conciliable avec le plein emploi. C'est donc dans une intervention adaptée de l'Etat que se trouvent les solutions à la crise, en prenant en compte les mécanismes réels de fonctionnement de l'économie et la spécificité de chaque situation.

II Les courants keynésiens

Il existe plusieurs courants qui se réclament de Keynes. Les deux principaux sont le courant des keynésiens de Cambridge (Kalecki, Robinson, Kahn, Kaldor, Sraffa, Harrod...) et le courant de la synthèse (J. Hicks, Tobin, P. Samuelson...). Ce dernier courant a développé le modèle IS/LM qui cherche à rendre compatible Keynes et l'analyses néo-classique.

Il y a donc aujourd'hui, non pas une analyse qui se réclame de Keynes, mais plusieurs.

1) Les Keynésiens de Cambridge

Dans les années 1930 se constitue autour de Keynes un groupe d'économistes, « le circus ». Ils élaborent la critique la plus systématique des idées du courant libéral néo-classique, et ils construisent une théorie alternative nouvelle.

Michal Kalecki

Kalecki arrive aux mêmes conclusions que Keynes au bout de ses recherches menées à la même époque en Pologne, mais sans concertation avec Keynes. Ses travaux sont publiés en 1933. Kalecki est plus radical que Keynes, à qui il oppose une vision moins optimiste sur les capacités du capitalisme à se réformer en instaurant le plein emploi et la prospérité pour tous. Il considère que cette politique économique sera combattu par un bloc formé des intérêts des capitalistes et des rentiers qui feront pression pour l'équilibre budgétaire et la politique de rigueur.

La concurrence imparfaite :

Dès les années 1930, Joan Robinson met en cause l'analyse néo-classique de la formation ds prix et propose de substituer à l'hypothèse de concurrence pure et parfaite celle de concurrence imparfaite plus réaliste.

En CPP, toute entreprise qui fonctionne devrait travailler à pleine capacité. La concurrence imparfaite permet d'expliquer que toutes les entreprises travaillent plus ou moins en sous-activité.

Les modalités réelles de formation des prix :

Chaque producteur est obligé d'avoir une politique de prix. Il peut connaître le total de ses frais généraux sur une période, mais pas ce que sera son coût moyen, tant qu'il n'aura pas connaissance du niveau de ses ventes. Les prix sont déterminés par l'entrepreneur en fixant un taux de marge brute, exprimé en % du coût de base, pour couvrir les frais généraux, l'amortissement et le profit net.

Les variations de la demande affectent beaucoup les profits, mais presque pas les prix.

La critique des fonctions de production :

Les Keynésiens de Cambridge critiquent les hypothèses sous-jacentes aux fonctions de production : Ils critiquent l'hypothèse d'homogénéité du travail et du capital, ainsi que l'hypothèse néo-classique des rendements décroissants.

Si les travailleurs sont interchangeables, comme le suppose l'analyse néo-classique, il est exceptionnel (sauf cas particulier de plein emploi du capital) que la productivité marginale diminue de façon significative.

Ils établissent que la valeur du capital ne peut pas être mesurée, car il est hétérogène, non quantifiable, ce qui entraîne que les fonctions de production sont indéterminées.

Le capital est hétérogène : sa valeur est fonction des profits qu'il engendre, ceux-ci ne peuvent pas être déterminés par la productivité marginale du capital qui suppose les profits connus.

La critique du point de vue monétariste :

Pour les monétaristes, l'inflation est partout et toujours d'origine monétaire. Nicolas Kaldor critique l'hypothèse sous-jacente d'autonomie de l'émission de monnaie par le pouvoir central par rapport à l'activité économique. Or le niveau de la masse monétaire dépend de la demande de crédit des entreprises et de la confiance que l'on accorde à leur capacité future de rembourser leurs dettes.

Ainsi, lors de la crise de 1929, la masse monétaire (MM) avait diminué de 30%. Pour les néo-classiques, c'est cette insuffisance de la quantité de monnaie qui est cause de la crise. Pour Kaldor, cette baisse de la MM n'est pas la cause mais la conséquence de la crise, du fait des méventes, de la baisse de la solvabilité des agents, et donc de la réduction des crédits bancaires.

Salaires et profit ; la théorie de la répartition

Keynes n'a pas développé de théorie complète de la répartition. Il a mis en évidence l'incidence de la répartition sur le niveau de l'épargne et sur le niveau de la demande. Mais ce sont les économistes de Cambridge, Kalecki, Joan Robinson, Kaldor qui vont développer une analyse de la répartition alternative à celle des néo-classiques.

L'analyse de Kalecki :

« Les salariés dépensent ce qu'ils gagnent, les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent ».

Kalecki fait une démonstration qui a pour résultat que l'ensemble des profits est égale à la somme de l'ensemble des investissements et de l'ensemble des consommations des capitalistes. Ce qui induit que plus l'investissement est élevé, plus la part des capitalistes dans le revenu national s'accroît.

Explication de la formation des prix en termes de coûts auxquels on ajoute une marge bénéficiaire. Kalecki développe une analyse où la répartition du produit national au niveau macro-éco entre salaires et profits est indéterminée et dépend des rapports de force entre les groupes sociaux ; l'inflation est alors essentiellement le reflet des tensions entre les groupes sociaux.

Kalecki considère qu'il y a deux systèmes distincts de formation des prix dans le monde moderne, l'un dominé par l'offre et la demande, l'autre par les coûts plus le profit.

Il analyse la formation des prix industriels comme le calcul d'un prix de revient moyen auquel est rajoutée une marge de profit brut. Il rejette l'idée de Keynes (emprunté à Marshall) qu'une augmentation de la production exige une augmentation des prix parce que les coûts marginaux s'élèvent. En effet, il semble en général que le prix de revient moyen baisse lorsqu'on accroît la production. Les entreprises refusent en général d'augmenter les prix pour ne pas décourager la demande.

Les prix de revient sont composés de deux éléments indépendants : le coût des matières premières (influencé par l'offre et la demande) et les salaires versés (déterminés par l'équilibre des forces sur le marché du travail). Une augmentation du niveau général d'activité engendre une augmentation de la demande de matières premières, qui augmente leur prix. La hausse des prix de revient engendre une hausse plus ou moins proportionnel des prix. Les profits nominaux haussent, et les taux de salaires réels ont baissé. Ces conditions entraînent une demande de hausse des taux de salaires nominaux. Si par la suite baisse de l'activité tend à réduire les prix, les taux de salaires nominaux ne baissent pas car résistance des travailleurs. Cette analyse renforce l'idée de Keynes que l'inflation est essentiellement un pb politique.

La répartition entre salaires et profits est indéterminée, elle dépend des rapports de force au sein de l'entreprise.

L'inflation résulte des rapports de force entre les groupes sociaux : elle est d'abord une conséquence de la lutte pour le partage de la VA. Si le partage est lié aux rapports de force, salariés et capitalistes vont chercher à accroître la part qui leur revient. Si consensus se trouve facilement, il n'y aura pas d'inflation ; dans le cas contraire, les conflits pour le partage de la VA induiront un mécanisme d'inflation.

La politique des revenus : une nécessité

L'Etat doit chercher à faire accepter par les « partenaires sociaux » une répartition du revenu national entre salaires et profits sans passer par l'inflation. Comme il existe pour les keynésiens qu'un seul niveau d'investissement à un moment donné susceptible d'assurer le plein emploi, la répartition salaires-profits est alors définie par la contrainte donnée par ce niveau d'investissement.

En rendant la production plus flexible (politique industrielle efficace) permet de lutter contre inflation. La croissance éco favorise la baisse des coûts moyens qui contribue à réduire l'inflation, et celles des tensions sociales à l'origine de l'inflation. Il est plus facile de se mettre d'accord sur le partage de la production quand celle-ci s'accroît.

Analyse de Kaldor : comme les détenteurs des profits épargnent en moyenne plus que les salariés, il en résulte que chaque type de répartition entre profits-salaires induit un niveau particulier d'épargne.

Analyse de Roy Harrod : en LT, le plein emploi n'est compatible qu'avec un niveau donné d'investissement et un seul, donc il n'est possible que si la structure de la répartition P-S permet des profits suffisants pour engendre le niveau d'investissement correspondant au plein emploi.

2) L'approche de la synthèse

John Hicks réconcilie Walras et Keynes

John Hicks formule la première version du modèle IS/LM, qui à travers la présentation qu'en fera ensuite l'américain Hansen sera considéré comme la version formalisée des idées keynésiennes. Mais le caractère keynésien de ce modèle est contesté par de nombreux keynésiens qui n'adhèrent pas à la synthèse néo-classique.

Hicks conçoit au départ le modèle IS/LM pour présenter la théorie néo-classique. Il montre ensuite que les analyses de Keynes ne sont qu'un cas particulier de ce modèle.

Le modèle IS/LM tente de présenter sous forme de graphique les conditions d'équilibre d'une part sur le marché des biens (IS) d'autre part sur le marché de la monnaie (LM). Quand il y a équilibre sur ces deux marchés, la situation est considérée comme stable, mais l'équilibre ne correspond pas nécessairement au plein emploi de la main d'œuvre. Il s'agira alors d'examiner les politiques permettant de se rapprocher du plein emploi, en particulier en agissant sur le niveau de la MM ou en pratiquant une pol de déficit budgétaire.

Sur le marché des biens, pour qu'il y ait équilibre, il faut que l'épargne soit égale à l'investissement. On pose aussi que pour Keynes l'investissement est fonction du taux d'intérêt tandis que la consommation est fonction du revenu. Comme le revenu est égal à la consommation plus l'investissement, on déduit que le niveau du revenu est lié au taux d'intérêt. La courbe IS représente l'ensemble des couples taux d'intérêt-revenu, tels que l'égalité épargne et investissement est respectée.

Sur le marché de la monnaie, l'équilibre signifie que l'offre de la monnaie est égale à la demande de monnaie. L'offre de monnaie est supposée fixée de façon autonome par l'autorité monétaire du pays considéré. La demande de monnaie est sensible au taux d'intérêt. Le taux d'intérêt ne détermine pas, comme chez les classiques, le niveau de l'épargne mais al façon dont l'épargne est utilisée.

La courbe LM représente l'ensemble des couples taux d'intérêt – revenu tels que l'offre de monnaie M est égale à la demande de monnaie L.

Si on représente sur le même schéma les courbes IS et LM, le point d'intersection correspond à une situation d'équilibre sur les deux marchés, mais le niveau d'investissement correspondant à cet équilibre n'est pas nécessairement suffisant pour assurer le plein emploi. Les courbes peuvent être déplacées sur la droite en fonction des politiques qui cherchent à améliorer l'emploi.

Le modèle IS/LM est critiqué par les keynésiens de Cambridge car il est extrêmement réducteur par rapport à la pensée de Keynes, et néglige ses apports essentiels en termes d'anticipation, de prise en compte du temps historique... et de déformer ses idées au point de les rendre conciliables avec celles des néo-classiques.

Ainsi, s'il existe bien pour Keynes une liaison entre taux d'investissement et taux d'intérêt, cela ne signifie pas qu'une baisse définitive du taux d'intérêt entraînerait une augmentation définitive du taux d'investissement.

La théorie du déséquilibre :

A la fin des années 1960, nouveau courant qui tente une nouvelle synthèse entre l'analyse walrasienne et keynésienne : approche que l'on qualifiera de « théorie du déséquilibre ». Approche défendue par Leijonhufvud et Edmond Malinvaud.

Leijonhufvud : dans les conditions éco proches du plein emploi, l'économie retrouve facilement son équilibre. Il existe des situations dans lesquelles les forces qui tendent à rétablir l'équilibre l'emportent sur les forces qui tendent à le perturber. Mais dans d'autres cas, le système est susceptible de se dérégler. L'économie peut se trouver dans une situation où les signaux du marché deviennent imprécis et inefficaces. Ainsi, les réactions qu'ils devraient appeler peuvent se trouver atténuer ou même ne plus se produire. Keynes aurait étudié les situations où les ajustements automatiques ne fonctionnent plus.

Dans ce contexte on ne doit pas pratiquer de façon continue une politique keynésienne mais seulement lorsque l'économie est déstabilisée.

Ainsi, l'analyse keynésienne se réduit à l'étude d'un cas particulier, celui des situations où il y a rigidité des salaires, alors que l'analyse classique étudie les situations où il y a flexibilité des salaires.

Malinvaud : Analyse du chômage qui distingue le chômage keynésien qui provient d'une insuffisance de la demande et le chômage classique qui trouve son origine dans le fait que l'offre ne peut être réalisée qu'à des conditions qui ne permettent pas de rentabiliser cette production.

Il existe 4 configurations de déséquilibre, outre la situation d'équilibre walrasien : chômage keynésien, chômage classique, inflation contenue, et sous-consommation.

Logique générale de la théorie dite du « déséquilibre » :

Il y a peu de chance pour que le système de prix équilibre tous les marchés à chaque instant, ce qui fait qu'à CT les équilibres se feront aussi bien par les quantités que par les prix (ce qui est une idée keynésienne).

Dans cette logique, on considère que le modèle néo-classique est cohérent et rigoureux, mais n'est pas pertinent pour expliquer le réel.

Conclusion :

« La finalité de l'étude de l'économie n'est pas d'acquiescer un ensemble de réponses toutes faites aux questions économiques, mais d'apprendre à ne pas se laisser duper par les économistes" » Joan Robinson